

Genève, le 20 octobre 2006

**A Monsieur le conseiller d'Etat  
en charge du département de  
l'instruction publique  
6, rue de l'Hôtel-de-Ville  
Case postale 3925  
1211 Genève 3**

Monsieur le conseiller d'Etat,

Le fait d'apprendre par la presse l'orientation que vous souhaitez donner à la formation initiale des maîtres (*Le Temps*, 18 octobre 2006) rappelle de très mauvais souvenirs au corps enseignant primaire. Mais votre prédécesseur, en annonçant de cette manière peu délicate la rénovation de l'enseignement primaire en août 1994, avait l'excuse de la jeunesse et de l'inexpérience.

Aujourd'hui, nous sommes donc choqués de la façon dont vous entendez répondre, sans consultation des partenaires, au coup par coup aux attaques que subit votre département. Après les déclarations opportunistes de la rentrée scolaire, notamment au sujet de l'horaire de l'écolier et du réseau d'éducation prioritaire (REP), voilà que vous réitérez avec la question très sensible de la formation initiale des maîtres. Que vous confiiez au recteur de l'Université la tâche de dessiner un futur institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) au lendemain du dépôt par le groupe radical d'une motion demandant la création d'une haute école pédagogique (HEP) ne peut que renforcer l'impression désagréable que l'instruction publique est désormais gérée dans la précipitation la plus absolue. Les enseignants dans les écoles ont de la peine à vous suivre ; déconcertés par ce qu'ils perçoivent comme une incohérence totale et globale, ils ont le sentiment d'être utilisés, davantage que pris en compte comme de véritables professionnels.

Vous aviez eu le courage, à la rentrée 2004, de dénoncer le bricolage auquel vous étiez contraint par les coupes budgétaires voulues par la majorité de droite du parlement. A présent, vous semblez accepter cette situation, aussi inconfortable soit-elle, et laissez accroire, suite aux résultats de la votation du 24 septembre 2006, que le DIP va encaisser tous les horions sans coup férir, en parant à peine, en ayant la solution toute faite à offrir à chaque coup de butoir. Nous pensons pour notre part que ceux qui comparent le département aux écuries d'Augias ne vont pas calmer leurs ardeurs si vous cédez ainsi en apparence en réagissant à la moindre de leurs turpitudes. Et tentez d'éteindre les incendies qu'ils allument en balançant quelques décilitres d'eau tous azimuts. Les quelques mutins de la cale du trente-sixième niveau inférieur auraient-ils réussi à vous faire croire qu'ils étaient en passe de contrôler le navire ? Nous nous refusons à envisager la plausibilité de cette hypothèse et espérons le retour à une certaine sérénité de votre part. Cela fait trop longtemps que nous naviguons à vue, par la faute de nos détracteurs mais pas exclusivement, et ce n'est pas le moment de laisser les déclarations intempestives de nos adversaires parasiter votre pensée et entraver votre action avec pour résultat que vous mettiez vous-même, en quelque sorte, le bâtiment en panne, après l'avoir fait tourner en rond.

./.

Nous attirons toutefois votre attention sur le fait que les positions que vous avez exprimées suite à la votation du 24 septembre sont ressenties comme un aveu de faiblesse et que cela occasionne d'ores et déjà des sortes de dommages collatéraux, en Suisse romande notamment. Genève, quoi qu'on en pense, est considérée comme une référence indispensable en matière de pédagogie et toute concession faite sans lutter freine les avancées certaines qui doivent voir le jour dans certains cantons et donne des ailes aux initiatives les plus rétrogrades ailleurs.

Quant à l'éventualité de la création d'un IUFM dans notre canton, nous aimerions, avant de nous prononcer sur le fond, vous rappeler qu'en vertu de l'article 81 du règlement B 5 10.04, la commission paritaire de la formation « *délibère et se prononce sur toutes les questions concernant la formation initiale du personnel enseignant* ». Vous avez omis cette étape essentielle à nos yeux. Est-ce par négligence, par oubli ou par méconnaissance ? Nous ne savons. Mais nous entendons bien que cela soit réparé au plus vite et que les règles de la concertation soient respectées. Nous tenons donc à vous faire part de notre disponibilité pour une consultation sérieuse, d'autant plus indispensable que le sujet est complexe. Cela suppose que le cadre existant, garanti, soit pleinement utilisé et valorisé.

Si pour vous « *gouverner, c'est prévoir* », et pour nous « *enseigner, c'est résister* », nous estimons que ces deux maximes ne sont pas antinomiques, mais devraient au contraire se conjuguer et s'additionner, surtout dans la conjoncture actuelle.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le conseiller d'Etat, à l'assurance de notre considération distinguée.



Olivier BAUD, président

Copie : - aux écoles primaires genevoises  
- à la Fédération des enseignants genevois

Annexes : deux résolutions SPG sur la formation initiale  
(AG extraordinaire du 25 janvier 2005 et AG ordinaire du 30 mai 2006)